

**Michel Godet**

L'auteur*, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, pointe la différence de traitement par l'État des acteurs dominants du jeu social (patronat, syndicats, médias...) et des faibles, inorganisés (chômeurs, retraités, familles avec enfants...).

L'État, puissant avec les faibles

Les mois passent, depuis les élections de 2012, et la politique de la nouvelle majorité se clarifie : on respecte les promesses les plus faciles (retraite à 60 ans pour les carrières longues, faire payer les riches, le mariage pour tous, etc.), quitte à repousser pour la fin du quinquennat les réformes sur le cumul des mandats, la fiscalité et le retour à l'équilibre budgétaire.

Pour réduire le déficit public, on a préféré augmenter les impôts, plutôt que de s'attaquer à la dépense publique en améliorant son efficacité afin de diminuer le nombre de fonctionnaires : ce dernier

a augmenté de 1,5 million depuis 1980 en France.

En Allemagne, la dépense publique rapportée au PIB est inférieure de 10 points à la nôtre (46 % contre 56 %). La moitié de cet écart s'explique par les rémunérations de fonctionnaires (7 % contre 12 % du PIB).

Pour gagner la bataille de la compétitivité, il faut, certes, innover, mais il faudrait aussi baisser les charges qui plombent le coût du travail et donc avoir le courage de dégraisser le mammoth.

En 2000, Jean Choussat, ancien directeur du Budget, estimait à 10 % les sureffectifs de l'administration, soit 500 000 personnes. Or,

depuis, on en a rajouté au moins autant ! Pas question de continuer une politique affichée par le président sortant, et encore moins de s'en prendre aux fonctionnaires, réputés voter à gauche. Tel n'est pas le cas des riches, forcément minoritaires. Il y aura toujours un consensus fort de la part de 95 % des Français pour faire payer les 5 % d'entre eux les plus riches. Mais le compte n'y est pas, car les riches ne sont pas assez nombreux pour assurer à eux seuls le renflouement des finances publiques. Pire, les classes moyennes commencent à découvrir à leurs dépens qu'un pays qui fait fuir ses riches s'appauvrit ! (L'exil fiscal net de retours est d'un contribuable par jour.) En effet, si l'on considère que plus de 20 % des impôts sur le revenu proviennent de 1 % des ménages, les plus riches, quand ces derniers sont partis, il faut bien compenser et augmenter à proportion la charge fiscale de ceux qui restent.

Didier Migaud, le président de la Cour des comptes, un socialiste réputé pour sa rigueur, a beau répéter que les hausses d'impôts ont représenté les deux tiers de l'effort, et qu'il faudrait maintenant agir vraiment sur les dépenses, rien n'y fait, le gouvernement est sourd, il entend même supprimer le jour de carence dans la fonction publique.

Il s'appuie notamment sur une étude très discutable de la Dares montrant qu'« il n'y a pas de différence d'absentéisme entre les salariés du public et ceux du privé : on est à 3,9 % pour les uns et 3,7 % pour les autres ». L'Institut français pour

la recherche sur les administrations publiques (Ifrap) et la Cour des comptes donnent pourtant des chiffres deux fois plus élevés pour le public. En attendant que l'artifice soit reconnu, les directeurs d'hôpitaux publics s'inquiètent de voir supprimer une mesure qui avait permis de réduire en 2012 l'absentéisme de 7 % et d'économiser 70 millions d'euros.

On comprendra que le gouvernement, qui maintient le gel d'indice des salaires de la fonction publique instauré en 2010, devait lâcher quelque chose aux syndicats. On aurait pourtant mieux fait d'améliorer le management des administrations avec des personnels moins nombreux, plus motivés et mieux payés.

« **Il y aura toujours un consensus fort de la part de 95 % des Français pour faire payer les 5 % d'entre eux les plus riches. Mais les riches ne sont pas assez nombreux pour assurer à eux seuls le renflouement des finances publiques** »

Qui aura le courage de dire tout haut la vérité aux Français ? Demain, il va falloir travailler plus pour espérer ne pas gagner moins... Le courage du bon sens n'est pas la qualité la plus répandue chez les gouvernants de tous bords : tant qu'on n'est pas dans l'iceberg, la croisière peut continuer ! C'est ainsi que l'on finit forcément par traiter les problèmes dans l'urgence, plutôt que dans la prévention.

L'État est faible avec les acteurs dominants du jeu social (patronat, syndicats, médias ou minorités agissantes) et fort

avec les faibles, inorganisés (chômeurs, retraités, familles avec enfants...). Il va donc sans difficulté agir en force pour orchestrer la ruine des rentiers au rythme de 2 % par an, en désindexant les pensions de l'inflation et la paupérisation croissante des familles avec enfants en s'attaquant au quotient familial et au caractère universel des allocations.

Le vacarme parlementaire et médiatique que autour du mariage pour tous mérite d'être relevé, d'autant que l'Insee vient de révéler que, sur les 100 000 couples homosexuels, moins de un sur deux est pacé et seulement 10 000 vivent avec un enfant. Quel contraste avec le

silence des chômeurs dans la rue (certains désespérés s'immolent par le feu), mais le Parlement n'a jamais passé deux semaines à débattre de leur situation et des réformes qu'il faudrait entreprendre pour les sortir du trou. Il faudra que l'État devienne courageux, c'est-à-dire puissant avec les forts et donc avec lui-même, pour que le slogan « *Le changement, c'est maintenant* » devienne une réalité !

* Dernier ouvrage : « *La France des bonnes nouvelles* », Odile Jacob, 2012. www.lapropective.fr

